

PLFSS 2018 :

Les attaques contre la sécurité sociale se poursuivent La fin du salaire socialisé met la sécu en danger !

Les gouvernements passent mais les attaques se poursuivent

Nouvel exécutif, nouvelle communication mais toujours la même logique : Mettre à mal notre système de protection sociale !

A sa création la Sécurité Sociale était entièrement financée par les cotisations issues du travail et assise sur un principe de solidarités entre actifs et retraités, bien-portant et malades, ménages avec enfants et ceux qui n'en ont pas, enfin entre es plus aisés et les plus pauvres.

Macron poursuit avec démagogie les atteintes à la « Sécu »

Le patronat n'a jamais accepté ce conquis social et a trouvé des gouvernements à sa botte pour transférer, via l'impôt, le financement de la Sécurité Sociale sur les ménages.

C'est précisément ce que le gouvernement Macron est en train de reproduire et de renforcer. Il s'agit d'imposer l'idée d'un « trou » de la sécurité sociale afin de légitimer des choix idéologiques qui pourront permettre progressivement à la sphère financière de mettre la main sur un budget qui représente 2,5 fois le budget de l'état.

Cet argent issu de nos cotisations doit être entièrement consacré à notre protection sociale et non à des fins de profits servant à alimenter les sphères spéculatives.

Le travail de sape : S'en prendre au salaire socialisé et aux prestations

Dans la droite ligne de ses prédécesseurs et de façon radicale, ce gouvernement s'attache à miner deux caractéristiques fondamentales de notre système : d'un côté détruire le salaire socialisé en supprimant les cotisations (patronales comme salariales) au nom de l'augmentation du pouvoir d'achat et de la lutte contre le chômage et d'autre part diminuer les prestations en augmentant le forfait journalier, en supprimant des lits dans les hôpitaux...

La CSG, une autre attaque contre notre Sécu

La CSG, créée en 1990, est une pièce majeure de cette opération de démolition de notre Sécu, par le financement par l'impôt.

Nous assistons à une étatisation de la sécurité sociale à l'exemple du système anglo-saxon. La Sécu n'assurera plus qu'un « filet de sécurité » à minima pour les plus précaires, le reste de la population devant adhérer à un système assurantiel privé soumis aux règles du marché. Plus concrètement c'est la mise en place d'un système inégalitaire, puisque aujourd'hui nous cotisons en fonction de nos revenus et sommes tous protégés en fonction de nos besoins.

Demain nous ne pourrons pas nous soigner ou prendre notre retraite si nous ne pouvons pas payer. Nous ne serons plus protégés contre la précarité qui s'aggrave avec les ordonnances Macron et nous n'aurons plus les mêmes droits pour élever nos enfants .





La casse s'organise aussi de l'intérieur !

Pendant ce temps les assurances privées galvaudant le nom de mutuelles multiplient les frais commerciaux et les bénéfices distribués aux actionnaires ... Les véritables mutuelles mises alors en concurrence avec ces assurances privées n'ont d'autre choix que de répondre à la course au rendement et au moins disant social. Elles fusionnent ou au pire ferment en laissant des centaines de salariés sur le carreau.



Les conditions de travail se dégradent, les lieux d'accueil ferment

24 000 suppressions d'emploi en dix ans à la sécu voilà le résultat de l'austérité qu'on nous inflige. Cette destruction d'emploi se traduit par la dégradation des conditions de travail, mais aussi par la fermeture des lieux d'accueil à l'heure où la pauvreté progresse.



Défendre notre Sécu

Ce gouvernement qui met en avant ses qualités « gestionnaires » ne les met pas au profit des Français puisque les frais de gestion de la Sécurité Sociale ne sont que de 6 %, contre 20 à 25 % pour les complémentaires (mutuelles et assurances privées). Cela signifie la fin du système obligatoire de la sécurité sociale, ce qui va générer plus de misère en diminuant l'espérance de vie dans un pays qui n'a jamais été aussi riche.



Défendre notre Sécu

C'est défendre le dernier rempart contre ce système ultra-libéral qui se radicalise Et défendre le préambule de la Constitution de 1946 : « la nation garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, de la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler, a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence »



Défendre notre Sécu

C'est combattre l'idée de régression sociale où la vieillesse redeviendra l'antichambre de la mort, la maladie le risque de perdre son travail, son logement, sa dignité et tout simplement la vie, le chômage une descente vertigineuse vers la grande précarité.

Nous devons aujourd'hui plus que jamais défendre ce précieux système et ses valeurs de solidarité et d'égalité, issue du Conseil National de la Résistance, cette idée de progrès social, dernier rempart contre l'austérité.

Les solutions pour le budget de la sécu :

- Augmenter les salaires pour renouer avec la croissance et accroître les ressources de la sécu.
- Suppression des exonérations de cotisations sociales et du CICE qui ne crée pas d'emploi.

**Casser le Code du travail, c'est casser la sécu !
Tous en Grève et mobilisés le Jeudi 16 Novembre 2017**